

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1983/16/Add.1  
1er mars 1983

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-neuvième session  
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,  
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS  
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exécutions sommaires ou arbitraires

Rapport du Rapporteur spécial, M. S. Amos Wako, nommé conformément  
à la résolution 1982/35 du Conseil économique et social  
en date du 7 mai 1982

1. Au chapitre II, paragraphe 10, alinéa i), de son rapport sur les exécutions sommaires ou arbitraires (E/CN.4/1983/16), le Rapporteur spécial indique les gouvernements qui ont répondu à la note verbale datée du 17 septembre 1982. Après qu'il eut achevé ce rapport, le Rapporteur spécial a reçu des réponses des pays suivants : Barbade, Grèce, Maurice, Pays-Bas, Philippines, Tunisie.
2. Au paragraphe 12, le Rapporteur spécial énumère les gouvernements qui ont répondu à la note verbale en date du 19 novembre 1982. Après l'achèvement du rapport, d'autres réponses lui sont parvenues, celles de l'Argentine et de l'Iraq; elles figurent en annexe au présent additif.
3. Après qu'il eut achevé son rapport, le Rapporteur spécial a reçu une réponse du Kampuchea démocratique datée du 11 février 1983, qui est aussi reproduite en annexe.

Annexe

## COMMUNICATIONS DES GOUVERNEMENTS

réponses aux notes verbales datées du 19 novembre 1982,  
du 7 janvier et du 14 janvier 1983

ARGENTINE

[Original : espagnol]

[3 février 1983]

En ce qui concerne la première de ces communications, il convient de signaler que le texte en avait déjà été transmis au Gouvernement argentin il y a quelques années par le Secrétaire général des Nations Unies (note G/SO 215/1 ARGEM du 17 juillet 1980), qui se référait à une communication d'Amnesty International du 30 mai 1980. Cette transmission avait été faite dans le cadre de la procédure confidentielle prévue dans la résolution 1503 du Conseil économique et social et la Mission permanente y a répondu par la note No 225/81 du 5 août 1981.

La Mission permanente de l'Argentine n'a pas l'intention de reprendre dans la présente note les termes de la réponse qu'a méritée la communication d'Amnesty International ni même de se référer de façon générale aux principales idées qu'elle évoque. Cette façon d'agir serait contraire aux procédures en vigueur en la matière, qui doivent être scrupuleusement respectées non seulement par les pays membres du système des Nations Unies mais aussi et surtout par les organismes internationaux. Cette communication et la réponse ont fait l'objet à l'époque de la procédure prévue par les règles en vigueur en pareil cas et il n'est donc nullement nécessaire de répéter cet exercice sous une forme que ni la Commission ni aucun autre organisme des Nations Unies n'a autorisée, ni prévue. Si la Commission avait souhaité que la mission qu'elle confiait au Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires mette fin à la procédure confidentielle relative aux communications, elle l'aurait indiqué expressément et non en conférant un mandat en vue d'enquêter sur un phénomène qu'il s'agit d'identifier dans toute son étendue et sa portée, comme tant d'autres étudiés par la Commission.

Le Gouvernement argentin relève également que le Rapporteur spécial accepte de recevoir et de transmettre une allégation portant sur des faits qui sont censés s'être déroulés il y a plusieurs années, alors que le Conseil économique et social a demandé au Rapporteur spécial un rapport ... "sur l'existence et l'ampleur de ces exécutions..." (par. 5 de la résolution 1982/35 du Conseil économique et social).

Les allégations transmises par Amnesty International en mai 1980 sont de pures inventions de faits indiqués comme s'étant produits jusqu'au début de 1979, c'est-à-dire il y a environ quatre ans. En pareil cas, il est difficile de parler de "l'existence" d'une pratique.

Pour les raisons susmentionnées, la Mission permanente de l'Argentine ne se propose pas non plus de répondre au second pamphlet d'Amnesty International, daté du 12 octobre 1982. On ne peut toutefois manquer de trouver étrange que le Rapporteur spécial se soit fait l'écho de deux affaires qui relèvent de toute évidence des autorités policières du pays et sur lesquelles la justice argentine est en train d'enquêter avec l'entière collaboration des autorités et de la police.

En outre, l'organisme qui est à l'origine de cette information s'abstient de porter des accusations précises, se contentant de laisser entrevoir quelques présomptions indirectes auxquelles on ne saurait accorder le moindre crédit. Ce pamphlet rend compte d'ailleurs de la condamnation de l'un des faits en question par le Président de la nation et rapporte que le Ministre de l'intérieur lui-même a demandé la comparution de témoins.

Il est étrange, d'autre part, que le Rapporteur spécial ait communiqué ces informations policières, dont il n'a été fait état dans le cadre d'aucune des multiples autres instances ou procédures que l'Organisation des Nations Unies met à la disposition des personnes ou des organisations qui souhaitent dénoncer une violation présumée des droits de l'homme dans un pays quelconque. En fait, le Rapporteur spécial a été surpris dans sa bonne foi par ceux qui veulent voir se prolonger une campagne internationale de discrédit contre la République argentine. Ces éléments ont déjà épuisé tous les moyens pour tenter de déstabiliser le pays sans obtenir de résultats tangibles, la population s'acheminant vers le rétablissement des institutions démocratiques grâce à des élections nationales qui auront lieu dans le courant de l'année conformément aux règles fixées par le Gouvernement argentin.

Le Secrétaire général a été et reste le témoin des efforts déployés par le Gouvernement argentin pour collaborer avec les organisations internationales qui s'occupent de la défense des droits de l'homme. Dans cet esprit, le gouvernement a toujours été disposé à communiquer les informations et les observations qui lui ont été demandées, quelle qu'en soit la nature, dans le respect du droit international et des règles et pratiques de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, la présente note ne saurait être interprétée comme un manque d'intérêt de la part du Gouvernement pour les allégations dont il a été informé, mais il convient de la replacer dans le contexte des règles en vigueur et de la coopération que les autorités nationales ont invariablement manifestée.

Pour les raisons exposées, le Rapporteur spécial ne peut que rejeter sans autre formalité les allégations qui lui ont été présentées, empêchant ainsi que la moindre importance soit accordée à des accusations dont les motivations sont politiques.

IRAQ

[Original : anglais]

[5 janvier 1983]

1. Le Gouvernement iraquien a ratifié, en 1971, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et honore fidèlement les engagements qu'il a pris de ce fait.
2. L'Iraq est au nombre des pays qui ont pleinement approuvé et appuyé la résolution 1982/35 du Conseil économique et social sur les exécutions sommaires ou arbitraires, et est fermement attaché aux principes qui y sont énoncés. Le Gouvernement iraquien a montré qu'il était prêt à coopérer sans réserve avec le Rapporteur spécial et lui a communiqué, conformément à la note No 2/4/7 de la Mission permanente de l'Iraq en date du 5 janvier 1983, des renseignements complets en réponse au questionnaire sur les exécutions sommaires ou arbitraires. Ces renseignements ont permis d'établir que tous les tribunaux irakiens suivent les procédures juridiques énoncées dans les lois du pays, procédures conformes au droit, aux conventions et aux règlements internationaux.

3. Au sujet des pièces jointes à la note verbale du Secrétaire général en date du 19 novembre 1982 concernant des allégations d'exécutions sommaires et de procédures sommaires à huis clos, le Gouvernement iraquien confirme que ces allégations sont, pour les unes, dénuées de tout fondement, pour d'autres, basées sur de fausses informations et, pour d'autres encore, obéissent à des mobiles politiques, le reste étant des déformations de la réalité. En outre, à la dernière session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (16 août-10 septembre 1982), à laquelle elle a pris part en qualité d'observateur, la délégation iraquienne a entièrement réfuté ces allégations et a annoncé que l'Iraq, qui n'a jamais eu quoi que ce soit à cacher à cet égard, acceptait de recevoir une délégation d'Amnesty International, source de ces allégations, afin que cet organisation puisse déterminer elle-même où se trouvait la vérité et s'assurer que la procédure suivie par tous les tribunaux irakiens était conforme au droit et à la Constitution. Amnesty était invitée aussi à établir la preuve de ses allégations.

4. Entre le 21 et le 28 janvier 1983, une délégation d'Amnesty International, conduite par son secrétaire général, s'est rendue en Iraq. Tous les moyens officiels et autres, ont été mis à sa disposition pour lui permettre de juger sur place de la réalité iraquienne. Elle a mené sa propre enquête sur les cas mentionnés et a reçu des hautes autorités compétentes des renseignements et des éléments d'information de première main.

Elle a clairement indiqué qu'elle était convaincue qu'Amnesty International devait modifier les informations et idées préconçues qu'elle avait avant la visite en Iraq concernant le contenu de ces allégations, à la lumière des faits que la délégation avait pu constater et de la connaissance directe de la situation réelle qu'elle avait tirée de son séjour en Iraq et qu'elle procéderait effectivement à cette modification.

#### Exécutions sommaires

Les délits pour lesquels la peine de mort est prononcée en Iraq sont spécifiés dans le Code pénal. En guise d'introduction, nous aimerions préciser ce qui suit :

1. L'article 19 a) de la Constitution provisoire promulguée par la décision 792 du Conseil de l'ordre de la révolution en date du 17 juillet 1970 dispose que tous les citoyens sont égaux devant la loi, sans discrimination en raison du sexe, de la race, de la langue, de l'origine sociale ou de la religion.

L'article 20 dispose :

a) L'accusé est innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée au cours d'un jugement légal.

b) Le droit de la défense est sacré à tous les stades de l'instruction et du jugement, selon les dispositions de la loi.

L'article 21 de la Constitution provisoire dispose :

a) La peine est personnelle.

b) Pas de délit ni de peine, si ce n'est en vertu d'une loi. Il n'y a de peine qu'en raison d'un acte que la loi considère comme délit au moment où il est commis. Il n'est pas permis d'appliquer une peine plus sévère que celle qui était prévue au moment du délit.

L'article 22 de la Constitution provisoire dispose :

a) La dignité de la personne est garantie. La pratique de toutes sortes de tortures physiques ou psychologiques est interdite.

b) Il n'est permis d'appréhender, d'arrêter, d'emprisonner ou de fouiller quelqu'un que conformément aux dispositions de la loi.

L'article 91 du Code de procédure pénale (loi No 23 de 1971) dispose que nul ne peut être arrêté ou emprisonné si ce n'est en vertu d'une ordonnance rendue par un juge ou un tribunal, ou dans les cas où la loi autorise l'arrestation ou l'emprisonnement.

#### Peines

L'article premier du Code pénal (loi No 111 de 1969) dispose que aucun acte ou omission ne peut être puni de peines si ce n'est en vertu d'une disposition législative stipulant que ledit acte était considéré comme un crime ou délit au moment où il a été commis. Toute peine ou mesure préventive non prescrite par la loi est interdite.

L'article 20 du Code pénal prévoit clairement que les infractions se divisent en deux catégories bien distinctes, les infractions ordinaires et les infractions politiques, la peine de mort étant commuée en emprisonnement à vie en cas d'infraction politique.

Le chapitre du Code pénal intitulé "Infractions portant atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat" définit comme suit les délinquants passibles de la peine de mort :

1. Toute personne qui commet un acte susceptible de compromettre l'indépendance du pays (article 156).
2. Toute personne qui rejoint les rangs de l'ennemi (article 157, paragraphe 1).
3. Toute personne qui conspire ou entretient des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents en vue de compromettre les opérations militaires de la République iraquienne (article 159).
4. Toute personne qui facilite la pénétration de l'ennemi dans le pays et foment la sédition au sein de la population (article 160).
5. Toute personne qui, sciemment, aide au recrutement de personnel militaire ou autre en vue de servir les intérêts d'une puissance en guerre avec l'Iraq (article 161, paragraphe 2).
6. Toute personne qui aide l'ennemi à pénétrer dans le pays, qui abandonne à l'ennemi toute partie du pays ou de ses ressources stratégiques telles que des armes, des moyens de communications, des usines, des installations ou des fonds, qui transmet des informations ou se livre à d'autres formes d'espionnage (article 164).
7. Toute personne qui, en temps de guerre, tente de nuire à la situation militaire, politique ou économique de l'Iraq (article 164).
8. Toute personne qui, en temps de guerre, détruit sciemment des documents concernant la sûreté extérieure de l'Etat (article 164, paragraphe 2).

9. Toute personne qui tente d'organiser un complot criminel en vue de commettre les infractions visées aux articles 156 à 174 du Code pénal.

10. Tout fonctionnaire qui, en temps de guerre ou au service des intérêts d'une puissance étrangère, commet l'un quelconque des actes ci-après désignés à l'article 177 du Code pénal :

a) La divulgation d'un secret d'Etat.

b) La transmission ou la divulgation, à une puissance étrangère ou à l'un de ses agents, d'un secret de la défense nationale.

c) La destruction, dans l'intérêt d'une puissance étrangère, de documents ou d'informations constituant des secrets de la défense nationale.

Infractions portant atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat

Ces infractions, qui entraînent la peine de mort, sont les suivantes :

1. Le fait de recourir à la force ou à la violence pour tenter de renverser le régime républicain de l'Iraq ou de changer la Constitution ou la forme du gouvernement par la force des armes, si cette tentative provoque la mort d'une personne quelconque (article 190).

2. Le fait de prendre un commandement militaire sans l'autorisation du gouvernement dans un but criminel et de retenir un tel commandement au mépris des ordres (article 191).

3. Le fait de fomenter une insurrection armée entraînant des pertes de vies humaines (article 192, paragraphe 3).

4. Le fait d'organiser un groupe armé en vue de commettre des actes illégaux (article 193).

5. Le fait de fomenter avec succès des conflits dans la population civile ou entre les communautés (article 195).

6. Le fait d'organiser un groupe armé en vue d'occuper des propriétés publiques, si le but recherché est atteint (article 196).

7. Le fait de saboter des installations pétrolières ou des biens de l'Etat (article 197, paragraphe 1).

8. Le fait d'utiliser des explosifs pour détruire des installations appartenant à l'Etat ou pour porter atteinte à l'économie nationale (article 197, paragraphe 2).

9. Le fait de propager les principes du sionisme ou de la franc-maçonnerie, ou d'adhérer ou de préconiser l'adhésion à des institutions sionistes ou maçonniques (article 201).

10. Le fait de créer, d'établir, d'organiser ou de diriger en Iraq toute association, organisme, organisation, groupe ou rassemblement, de quelque nature ou type que ce soit, en vue de commettre les actes visés aux articles 190, 192, 199, 200, 201 et aux paragraphes a), b) et c) de l'article 204.

11. Le fait de dissimuler sciemment, en adhérant au Parti socialiste arabe Ba'ath, des attaches et affiliations partisans et politiques antérieures, ou le fait, en étant membre du Parti, d'être démasqué comme entretenant des rapports avec toute autre organisation politique ou partisane, ou de travailler pour elle ou dans son intérêt (article 200).

Les infractions qui constituent un danger pour le public et qui sont punies de la peine de mort sont les suivantes :

1. Le fait de mettre sciemment en danger des vies humaines, quand il y a eu perte de vies humaines (article 351, paragraphe 1).

2. La peine de mort est prononcée dans tous les cas de meurtres ci-après, énumérés au paragraphe 1 de l'article 406 du code pénal :

- a) Le meurtre avec préméditation et guet-apens.
- b) Le meurtre par l'effet d'une substance toxique ou d'explosifs.
- c) Le meurtre commis pour un motif vil, contre rémunération ou avec barbarie.
- d) Si la victime est un ascendant en ligne directe du meurtrier.
- e) Si la victime est un fonctionnaire public tué dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- f) Si le meurtrier avait l'intention de tuer deux personnes ou plus, et l'a fait en commettant un acte unique.
- g) Si l'acte d'homicide volontaire est associé à un ou plusieurs autres crimes comportant un homicide volontaire ou une tentative d'homicide.
- h) Si l'acte d'homicide volontaire est commis en vue de perpétrer, de faciliter ou de favoriser un crime ou une infraction punis d'emprisonnement, ou de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de l'auteur ou de ses complices.
- i) Si le meurtrier, déjà condamné à l'emprisonnement à vie pour homicide volontaire, se rend de nouveau coupable d'homicide volontaire ou de tentative d'homicide volontaire durant l'exécution de sa peine.

3. Le voleur qui torture sa victime ou la traite avec une cruauté extrême est puni de la peine de mort (article 441).

4. La peine de mort est prononcée contre quiconque prend l'initiative d'un complot contre l'Etat, y participe ou tente de l'exécuter. Le meurtre du Président de la République ou de l'un quelconque de ses adjoints, etc. est réputé constituer un complot. La tentative de commettre ces crimes emporte la même peine que le crime lui-même (loi No 66 de 1971 sur la répression des complots, promulguée le 20 juillet 1974).

Les tribunaux compétents en matière pénale en Iraq sont les tribunaux pénaux, les tribunaux militaires et le Tribunal révolutionnaire.

La compétence des divers tribunaux en matière pénale est définie comme suit à l'article 137 du code de procédure pénale :

a) Les juridictions pénales comprennent le tribunal pénal, le tribunal pénal supérieur et la Cour de cassation. Sauf disposition contraire expresse, ces juridictions sont compétentes en toutes matières pénales.

b) Sur proposition du Ministre compétent, le Ministre de la justice peut décider de conférer à un fonctionnaire qui n'est pas membre de la magistrature le pouvoir d'agir en qualité de juge doté des pouvoirs de juridiction pénale énoncés par une législation spéciale à cet effet.

L'article 158 du code de procédure pénale définit comme suit la compétence des juridictions susmentionnées :

a) Le tribunal pénal est compétent pour juger en matière de contraventions et/ou délits mineurs.

b) Le tribunal pénal supérieur est compétent pour juger en matière de crimes et autres délits expressément visés par le code.

c) La Cour de cassation est compétente pour contrôler les jugements et décisions en matière de crimes, de contraventions et autres délits prévus par le code.

La loi iraquienne interdit l'emploi de moyens incorrects durant l'interrogatoire du prévenu. L'article 127 du code de procédure pénale dispose qu'aucun moyen incorrect n'est employé pour influencer le prévenu en vue d'obtenir des aveux. Les moyens incorrects sont, notamment, les mauvais traitements, l'intimidation, le chantage, les promesses, les menaces, la pression psychologique et l'utilisation de stupéfiants, de produits alcooliques et de substances chimiques.

Au sujet de la publicité du procès, l'article 152 du code de procédure pénale dispose que la procédure de jugement doit avoir lieu en public, sauf si le tribunal décide, dans le souci de protéger la sécurité ou la moralité, que tout ou partie du procès doit avoir lieu à huis clos, en la seule présence des parties concernées. Dans le cas, l'accès à l'audience peut être interdit à certaines catégories de la population.

L'article 156 du code prévoit que le prévenu comparaît devant le tribunal sans menottes ni autres liens et que le tribunal peut prendre les mesures nécessaires au maintien de la sécurité durant le procès.

Pour protéger le droit de l'accusé de se défendre lui-même devant le tribunal, l'alinéa a) de l'article 144 du code de procédure pénale déclare qu'en matière de crime, le Président du tribunal pénal supérieur désigne un avocat pour défendre l'accusé si ce dernier n'a pas déjà choisi un conseil. Les honoraires de l'avocat, qui sont fixés par le tribunal après que la décision a été prononcée, sont payés par l'Etat.

Selon l'alinéa b) du même article, l'avocat est tenu d'assister au procès et de défendre l'accusé, soit en personne, soit par le ministère d'un autre avocat qu'il se substitue à cette fin. Le tribunal est habilité à prononcer une amende à la charge de l'avocat s'il manque à son obligation de défendre l'accusé.

En vertu de la décision 565 du Conseil révolutionnaire, en date du 30 avril 1979, le Tribunal révolutionnaire est compétent à l'égard des affaires concernant les délits ci-après :

1. Atteintes à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, selon les définitions des articles 156 à 222 du code pénal.

2. Les délits énoncés à l'acte législatif No 141 de 1974, concernant le châtement des agents des puissances étrangères (texte révisé).



3. Les délits contre les pouvoirs publics, selon les définitions des articles 225 à 226 du code pénal.

Cependant, ces dispositions ne s'appliquent pas aux délits commis par les membres des forces armées, selon les définitions des articles 225 et 226 du code pénal.

4. Les délits définis à l'acte législatif No 8 de 1976, concernant les peines réprimant l'exercice illégal de la fonction de commissionnaire.

5. Les délits de corruption, selon les définitions des articles 307 à 314 du code pénal.

6. Les délits d'abus de confiance, selon les définitions des articles 315, 316, 318, 319 et 320 du code pénal.

7. Les délits concernant les stupéfiants, selon la définition de l'article 14 de la loi No 68 de 1965 sur les stupéfiants (texte révisé).

8. Les délits concernant les armes, selon les définitions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 29 et l'article 30 de la Loi No 151 de 1968 sur les armes (texte révisé), et les délits visés à la décision 807 du Conseil révolutionnaire en date du 29 juillet 1975.

9. Tout autre délit qui, en vertu de la loi ou par décision du Président de la République, doit être déféré au Tribunal révolutionnaire.

On constatera donc que les tribunaux compétents pour prononcer la peine de mort en Iraq sont les tribunaux supérieurs (qui comprennent chacun trois membres), le Tribunal révolutionnaire (composé lui aussi de trois membres) et les tribunaux permanents des forces armées dans le cas des membres de ces forces.

Les décisions des tribunaux supérieurs rendues en première instance, qu'elles prononcent la peine capitale ou un autre type de peine, sont automatiquement soumises à la Cour de cassation iraquienne qui exerce son contrôle conformément à l'article 254 du code de procédure pénale selon lequel, si le tribunal pénal supérieur prononce un jugement ou une décision en première instance, le dossier de l'affaire doit être transmis dans les dix jours à la Cour de cassation pour qu'elle exerce son contrôle, même s'il n'est pas formé de recours en appel.

Les décisions prononçant la peine de mort sont examinées par la Cour en formation plénière, c'est-à-dire par la réunion de tous les juges à la Cour de cassation, conformément aux dispositions de l'alinéa b) de l'article 257 du code de procédure pénale.

Les décisions prononçant la peine de mort rendues par les tribunaux militaires à l'égard de membres des forces armées sont examinées par la Cour de cassation militaire réunie en formation plénière, conformément à l'article 105 du code de procédure militaire.

Les décisions prononçant la peine de mort rendues par le Tribunal révolutionnaire compétent sont définitives et non susceptibles de contrôle. Toutefois, elles ne sont exécutées qu'après qu'elles ont été approuvées par un décret du Président de la République à qui la Constitution confère le pouvoir d'accorder la grâce ou de commuer la peine du condamné.

### Exécution de la peine

La loi prévoit les dispositions suivantes pour l'exécution de la peine de mort :

L'article 285 du Code de procédure pénale promulgué par la loi No 25 de 1971 prévoit que :

a) Tout condamné à mort sera détenu dans un établissement pénitentiaire en attendant que les dispositions voulues pour l'exécution de la peine soient prises.

b) La peine de mort n'est exécutée que sur décret présidentiel conformément aux dispositions des articles suivants :

#### Article 286

Si la Cour de cassation confirme le jugement prononçant la peine de mort, elle renvoie le dossier au Ministre de la justice pour qu'il le transmette au Président de la République afin qu'il promulgue le décret ordonnant l'exécution de la peine, commuant la peine ou gracieant le condamné. Si le décret ordonne l'exécution de la peine, le Ministre de la justice prend un arrêté pour que la procédure soit menée à son terme conformément au décret présidentiel.

#### Article 287

a) S'il est constaté qu'une femme condamnée à mort est enceinte au moment où est reçu l'ordre d'exécuter la peine, l'administration pénitentiaire doit en informer le ministère public qui, à son tour, doit demander au Ministre de la justice de surseoir à l'exécution ou de commuer la peine. Le Ministre de la justice doit alors soumettre cette demande au Président de la République et il est sursis à l'exécution de la peine jusqu'à ce que le Ministre prenne un nouvel arrêté conforme à la décision du Président de la République. Si le nouvel arrêté ordonne l'exécution de la peine de mort, l'exécution n'aura lieu que quatre mois après la date de la délivrance, que cette dernière se produise avant ou après réception de l'arrêté.

b) Les dispositions du paragraphe a) s'appliquent à toute femme condamnée dont la délivrance a eu lieu avant la réception de l'arrêté ordonnant l'exécution de la peine lorsqu'il ne s'est pas écoulé quatre mois depuis la date de sa délivrance. La peine ne sera exécutée que quatre mois après la date de sa délivrance, même si le nouvel arrêté ordonnant l'exécution a été reçu.

#### Article 288

La peine de mort s'exécute par pendaison, dans l'enceinte de l'établissement pénitentiaire ou dans tout autre lieu fixé par la loi, dans les 30 jours au moins à compter de la date à laquelle la condamnation est prononcée par le tribunal pénal compétent. L'exécution a lieu en présence de la Commission d'exécution, composée d'un juge du tribunal pénal, d'un officier du ministère public, si possible, d'un représentant du Ministère de l'intérieur, du directeur de l'établissement pénitentiaire et du médecin de l'établissement pénitentiaire ou de tout autre médecin désigné par le Ministère de la santé. L'avocat du condamné sera aussi admis à assister à l'exécution, s'il le souhaite.

Article 289

a) Le directeur de l'établissement pénitentiaire lit au condamné et aux personnes présentes le décret présidentiel ordonnant l'exécution.

b) Si le condamné veut faire une déclaration, elle est enregistrée par écrit par le juge et signée par la Commission d'exécution.

c) Le procès-verbal d'exécution est immédiatement dressé par le directeur de l'établissement pénitentiaire, qui y indique le moment du décès certifié par le médecin; il est signé par la Commission d'exécution.

Article 290

Aucune exécution n'aura lieu les jours de fêtes légales ni les jours de fêtes célébrées dans la religion du condamné.

Article 291

Le condamné peut recevoir la visite de sa famille la veille du jour fixé pour l'exécution; l'administration pénitentiaire informe la famille en conséquence.

Article 292

Si la religion du condamné prescrit qu'il doit se confesser ou accomplir d'autres obligations religieuses avant de mourir, les dispositions voulues seront prises pour lui permettre de voir un ministre de sa religion.

Article 293

Le corps du supplicié sera délivré à sa famille, si elle le réclame; à défaut, il sera inhumé par les soins de l'administration pénitentiaire aux frais de l'Etat. Dans tous les cas, il sera inhumé sans aucun appareil.

L'âge et le sexe sont juridiquement sans effet sur la commutation de la peine de mort, mais quiconque souffre d'une maladie mentale médicalement certifiée est interné dans un hôpital psychiatrique et n'est jugé qu'après guérison. Toutefois, les tribunaux tiennent compte de certaines circonstances atténuantes conformément à l'article 128 du Code pénal, qui prévoit que le fait de commettre une infraction pour des motifs honorables ou s'il y a eu provocation grave et injustifiée de la part de la victime constitue des circonstances atténuantes, que le tribunal doit justifier lorsqu'il expose les motifs de sa décision.

Par ailleurs, la responsabilité pénale est écartée par des facteurs tels que  
1) l'absence d'intention ou l'incapacité de distinguer entre le bien et le mal;  
2) la contrainte; 3) l'état de nécessité; 4) la minorité (moins de 7 ans).

Les tribunaux peuvent aussi faire preuve de clémence si l'auteur de l'infraction a agi dans l'exercice de fonctions, dans l'exercice d'un droit, ou en état de légitime défense de lui-même.

KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

[Original : Français]

[11 février 1983]

1. A la demande de la Mission Permanente du Kampuchea démocratique, la Commission des droits de l'homme a déjà fait circuler plusieurs documents officiels au cours de ces 3 dernières sessions, traitant de la question intéressant la mission du Rapporteur spécial qui trouvera par conséquent de l'intérêt à s'y référer. En tout état de cause, la Mission les tient à l'entière disposition du Rapporteur spécial.

2. Il convient toutefois de relever que le texte de Amnesty International se réfère d'une part à des témoignages des réfugiés, ce qui ne manque pas d'être difficile à vérifier. D'autre part, il cite des renseignements en provenance de la capitale Phnom Pénh, après janvier 1979, c'est-à-dire occupée par une armée étrangère, ce qui ne manque pas d'être partial.

Ainsi le genre de référence à la page 6, au soi-disant "tribunal révolutionnaire en août 1979", soit après 8 mois d'occupation, n'est pas loin de servir l'intérêt de l'occupant. Du reste l'exercice de style à la page 9 affirmant que "en janvier 1979 le Gouvernement du Kampuchea démocratique fut renversé par les forces du front uni kampuchéen pour le salut national (sic) après une invasion par les troupes vietnamiennes en décembre 1978" ne reflète guère l'aisance de l'auteur. Car il s'agit-là de faire passer en même temps un fait, à savoir l'invasion vietnamienne et une fabrication, à savoir la guerre civile qui est destinée à justifier l'invasion elle-même.

3. L'affirmation de la page 10 est encore plus regrettable. En effet, prétendre que "au Kampuchea les massacres prennent fin seulement lorsque le gouvernement (légal) est renversé" c'est pour le moins malhonnête. Car cela reviendrait à fermer les yeux et les oreilles sur les tragédies causées par cette invasion vietnamienne dont les centaines de milliers de réfugiés Kampuchéens sont les témoins quotidiens depuis plus de quatre ans.

La famine, les armes chimiques et les massacres commis par l'armée vietnamienne font-ils combien de victimes au Kampuchea maintenant ? Ces massacres ne constituent-ils pas un cas des droits de l'homme ?

4. La Mission Permanente du Kampuchea démocratique rejette catégoriquement l'affirmation contenue dans le paragraphe 4 de la page 9, faisant référence à l'ancien Vice-Premier Ministre chargé des Affaires étrangères, M. Ieng Sary. En aucune occasion, il n'a fait une telle déclaration.

5. Enfin est-il nécessaire de rappeler que :

a) Par l'intermédiaire de leurs agents de la 5ème colonne, les dirigeants vietnamiens ont commis d'immenses crimes contre le Kampuchea dans la période 1975-78, y compris les exécutions sommaires, jusqu'au jour où réalisant qu'ils ne peuvent subjuguier son peuple de cette manière, ils recourent à une agression ouverte déclenchée le 25 décembre 1978.

Il n'est pas étonnant par conséquent que le Vietnam soit ainsi disposé à produire toute sorte de distorsions des faits et toute sorte de fabrications pour renverser les rôles et se faire passer pour les bienfaiteurs du Kampuchea.

b) La question qui se pose à présent est-elle de savoir sur la période 1975-78 et d'ignorer ce qui se passe maintenant depuis que l'armée vietnamienne agresse et occupe le Kampuchea, c'est-à-dire depuis plus de 4 ans ?

Malheureusement, le texte sus-référé montre que c'est bien l'intention de son auteur puisqu'il conclut en affirmant que "les massacres ont pris fin lorsque le gouvernement (légal) est renversé" c'est-à-dire lorsque l'armée vietnamienne envahit et occupe le Kampuchea. C'est bien regrettable pour une étude qui se veut de défendre les droits de l'homme.